

Si cette motion a été présentée aujourd'hui, c'est parce que, pour bien des gens, le gouvernement canadien s'est mal acquitté de ses responsabilités. Le premier ministre (M. Trudeau) savait fort bien qu'il ne disait pas la vérité il y a six mois. Il a trompé les Canadiens aux dernières élections et il le savait bien. Pas étonnant si maintenant les Canadiens mettent en doute tout ce que dit ou fait le premier ministre.

Le gouvernement fait mal la différence entre les opprimés et les oppresseurs. Les Canadiens doivent relever deux grands défis, d'abord le défi économique dont nous débattons actuellement à la Chambre et ensuite un défi politique et moral tout aussi important. C'est peut-être même encore plus important car les difficultés économiques ont toujours leurs sources ailleurs que dans l'économie. Elles sont profondément enracinées dans la nature humaine et la politique. Leur solution n'est pas non plus purement économique.

Voyez ce qui se passe dans notre pays aujourd'hui. C'est le désarroi chez nous et à l'étranger. Tout comme les Canadiens se méfient de leur premier ministre, nos voisins ne lui font pas confiance. Le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a dit que le Canada avait perdu son âme. Je suis bien près d'en convenir.

Comme nous le savons, les événements évoluent par cycles. Prenez l'époque victorienne où la discipline était stricte au plan national, social et individuel. Cette époque fut suivie de la période 1890-1900 réputée pour son manque de sagesse. Le cycle s'est répété après la deuxième grande guerre. Ces cycles font partie de nos attitudes. Il est plus difficile de faire changer les gens d'avis que de modifier les lois.

Je le répète, notre pays doit relever deux grands défis: le défi économique, et le défi politique et moral. Nous devons les relever tous les deux. Quelles sont nos chances de réussite? Je suppose que cela dépendra de la qualité de notre peuple. A l'heure actuelle, nous vivons dans ce qu'on appelle une société tolérante, dont la stabilité précaire dépend de la dissipation du capital accumulé par la discipline du passé. Cette discipline a naguère enseigné à notre peuple l'autosuffisance, la maîtrise de soi et une loyauté élémentaire envers la loi; il était donc facile à diriger. La difficulté, c'est que nous avons négligé d'inculquer les mêmes principes à la jeune génération. Le premier ministre et le gouvernement n'ont pas été de bons précepteurs. La motion dont la Chambre est saisie parle de la détérioration du climat social. Je conviens que c'est vrai.

Par contre, je crois que l'on tend à nouveau à exiger le respect. Ce qu'on a appelé la révolte des étudiants universitaires est en perte de vitesse et les étudiants eux-mêmes commencent à réagir contre la minorité qui a presque anéanti certaines de nos universités.

En matière pénale, la nécessité du respect de la loi, de l'ordre et de la discipline se fait également sentir. Ceci provient peut-être des meurtres horribles commis récemment au Canada. Le gouvernement pourrait être contraint de céder à la demande de rétablissement de la peine capitale. C'est une tendance de l'opinion que chacun peut constater. Même les abolitionnistes les plus convaincus en reviennent. Ils en viennent à croire, par exemple, que le terrorisme constitue un genre de crime dans lequel la mort ne saurait dissuader que d'un côté seulement. Nous constatons les signes avant-coureurs d'une forte réaction du public, prélude à un rétablissement général de la discipline dans notre société. Monsieur l'Orateur, j'espère que cette tendance se maintiendra.

Économie canadienne

Mais la force unique sans doute la plus grande puissante responsable du changement et de l'expansion survenus dans le rôle des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral provient du désir d'égalité. Cette question dépasse celle des droits. On voudrait de plus en plus niveler les biens et le pouvoir, et il est de plus en plus courant d'utiliser le gouvernement fédéral pour redistribuer la richesse et les revenus et supprimer les écarts d'éducation et de milieu social. De cet état de choses, il a résulté que le gouvernement fédéral a vivement critiqué le milieu des affaires et déprécié l'initiative et les perspectives de débouchés.

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que les gouvernements sont en partie responsables de l'aide à assurer aux pauvres, aux personnes âgées et aux sans-emploi. On accepte également que, dans notre économie de marché, il y ait un clivage important entre les divers salaires. Mais la différence, c'est que récemment nous avons demandé au gouvernement d'utiliser son pouvoir pour restructurer le système économique et en répartir plus également les fruits. Je pense que la force de cette impulsion n'est pourtant pas en proportion avec le nombre de personnes qui y souscrivent sincèrement. Nous devons donc nous demander s'il est vraiment une raison valide au fait que tous, qu'ils soient rapides ou lents, qu'ils réussissent ou non, doivent en arriver au même point en même temps.

La Chambre a adopté récemment un bill qui remet le contrôle du pays pour trois ans à un quarteron d'amateurs. Au cours de ces 30 dernières années, les bureaucrates sont devenus plus puissants. Le bill dont je viens de parler les rendra presque omnipotents. Cela voudra dire que ce qui a valeur de loi aujourd'hui pourra changer demain, que ce qui n'a pas force de loi demain pourra avoir valeur de loi après demain. Cela veut dire que les décisions importantes pour notre existence ne seront pas prises par les institutions reconnues, mais ailleurs. Certaines choses sont bonnes et certaines, mauvaises. Ce genre de loi appartient à la deuxième catégorie.

● (2130)

Nous avons eu tendance à faire passer le pouvoir réel, celui qui s'exerce sur notre existence, des bureaux gouvernementaux reconnus par la Constitution au vaste réseau actuellement mis en place sous prétexte de nous protéger des exploités. Le fait même que le gouvernement ait fait un pas dans la voie de l'égalité semble avoir créé un besoin de progrès plus rapides, et nous voyons le gouvernement fédéral moins s'intéresser à des domaines relevant traditionnellement de sa compétence, comme la défense, le commerce international et le reste, pour se consacrer à des programmes fédéraux qui réduisent la liberté des individus et atténuent le pouvoir des autres paliers de gouvernement.

Nous devons épargner des milliards de dollars pour développer le Canada. Il faut encourager davantage les Canadiens à épargner cet argent. A moins de frapper plus de billets de banque, les seuls moyens dont dispose le gouvernement fédéral pour avoir plus d'argent sont l'imposition et l'emprunt. Quand le gouvernement emprunte, il réduit les ressources financières de l'industrie privée. Quant à l'imposition, nous savons tous qu'elle les lui enlève directement.

Nous avons maintenant un lourd fardeau à porter au Canada, parce que nous avons créé un monstre de lois et de règlements qui est maladroit, inefficace et injuste et, ce qui est pire, qui ne correspond pas à nos besoins réels. Ce monstre menace littéralement de nous conduire à la faillite